

La guerre comme projet et la construction sociale de l'ennemi

GÉRALD GAILLARD-STARZMANN

La phrase qui me semble le mieux caractériser l'apport de Christian Geffray à l'analyse des sociétés en guerre c'est: «La guerre comme projet de vie.» Il est le premier, à ma connaissance, à avoir formulé les choses en ces termes et il en fait un usage véritablement problématique, la formulation pouvant se retourner parfois en son contraire, selon les niveaux d'analyse.

MARC HENRI PIAULT

De fait, cet aspect de l'analyse de la guerre comme constituant un projet d'organisation sociale est véritablement neuf – et cela a été bien souligné dans les présentations. Projet social, mais également projet de bonification, transformation, création proprement dite. À travers la guerre, on a la constitution dans l'armée d'un corps social qui progressivement fabrique, et je crois ne donne pas seulement des illusions, mais construit réellement du pouvoir, qui va se réaliser par la victoire promise et s'inscrire dans une réalité, et qui peut se structurer d'une façon plus durable.

ÉLIANE DE LATOUR

L'intérêt, dans cette idée d'un projet social, c'est également de comprendre comment varient les réponses au projet proposé. Je n'ai pas travaillé spécifiquement sur le conflit de la Côte d'Ivoire qui vient d'éclater¹, mais en raison de ma familiarité avec ce pays je suis amenée à devoir répondre à des questions de journalistes, ou même de collègues, sur le sujet, et donc à suivre les choses d'assez près. Il est vrai qu'on voit bien comment va se faire l'enrôlement des jeunes de chaque côté, dans chaque camp, au Sud et au Nord, par les loyalistes et par les rebelles – et comment cela peut marcher. Cela va très largement marcher à mon sens tel que Geffray

1. Le conflit a éclaté en septembre 2002 par une mutinerie et se poursuit depuis en crise politico-militaire, avec des périodes de conflits armés suivies d'accalmie et de négociations, entre les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire fidèles au président Laurent Gbagbo, au Sud, et les rebelles des Forces nouvelles, au Nord.

l'a décrit pour le Mozambique : ces jeunes, de fait marginaux, paupérisés, etc., qui tout à coup deviennent des guerriers avec des armes modernes. Cela dit, il n'y a pas un déterminisme social absolu, et on ne peut pas généraliser. Récemment, un journaliste m'a demandé : « Mais tous ces gens du ghetto, ne vont-ils pas être instrumentalisés de manière quasi automatique ? » J'ai répondu par la négative, car il y a aussi des formes de résistance à cela. Un projet de guerre n'est pas forcément un bon projet pour tous les marginaux : il y a aussi une répugnance à y aller du fait d'une haine du politique, d'un individualisme forcené et de toute une série d'autres choses qui font qu'ils n'iront pas. Quoi qu'il arrive, ceux-ci iront se cacher, plutôt que de se faire enrôler spontanément. Il y a de multiples formes de pensées chez les marginaux, et il ne faut pas leur prêter d'automatisme, même s'il est vrai que la guerre peut souvent constituer pour eux une sorte de podium.

MICHEL AGIER

Une question liée – et qui se retrouve dans tous les conflits – est celle de la fin du projet, celle de la sortie de la guerre. Le problème qui se pose alors est celui de la démobilisation sociale et de la recomposition sociale, alors que la guerre a composé d'une certaine façon son ordre. En particulier, dans le cas des guerres civiles, comment recomposer dans un tout les ennemis d'hier ? On le voit aujourd'hui en Colombie, en Côte d'Ivoire ou ailleurs, les problèmes de démobilisation sont considérables, parce que ce n'est pas la seule négociation politique qui permet de démobiliser : elle est un fait mineur par rapport à l'importance sociale prise par ces groupes en guerre qui doivent être réintégrés.

ÉLIANE DE LATOUR

D'ailleurs, en Côte d'Ivoire, la démobilisation est à l'origine de la rébellion. Au départ du conflit, il y a un problème de démobilisation de soldats.

MARC HENRI PIAULT

Un autre aspect important est qu'il faut – pour que le projet guerrier tienne – qu'il y ait une compréhension partagée de ce qu'est l'ennemi et de l'attitude à tenir à son encontre. Il y a en fait toute une construction sociale et culturelle de l'ennemi, sur laquelle Geffray a insisté, et que j'ai trouvée particulièrement intéressante aussi dans la présentation d'Yves Goudineau (cf. *supra* : 94-97). Il est important dans tout conflit – et ce n'est pas aussi évident qu'il semble – de savoir où est et qui est l'ennemi. C'est-à-dire savoir comment et de quoi il est formé, et s'il est vraiment

constitué d'hommes comme vous : quelles circonstances et quelles conditions font que, parmi les ennemis, il y en a qui ne sont pas des hommes comme vous ? Ainsi, nous dit Goudineau dans le contexte de la guerre du Vietnam, les Kantou ne peuvent traiter les Américains en hommes, comme eux, puisqu'il ne peut plus y avoir – dans ce contexte de guerre moderne – de têtes sacrifiées, et ils doivent donc transformer l'ennemi en autre chose, en l'occurrence en animal chassé. Le problème s'est posé un peu de la même façon, et vers la même époque, durant la guerre d'Algérie, même si les rôles sont en quelque sorte inversés entre armée et guérilla. Là, l'armée s'est constituée comme corps social sous la pression de l'abandon de la charge que le gouvernement légitime lui avait fait de gérer une société à sa place. L'armée s'est trouvée dans la position d'avoir à faire une guerre sans savoir précisément contre qui. Et comme elle ne pouvait pas faire une guerre contre ses propres concitoyens, puisqu'elle estimait que précisément l'Algérie c'était la France, et que tous les hommes y étaient ses concitoyens, elle a donc considéré que ceux qu'ils s'agissaient d'éliminer n'étaient pas véritablement des hommes. Et on ne faisait pas la guerre aux Fellaghas, là aussi on leur « faisait la chasse », ce qui est une conception de l'ennemi qui tend à le nier comme adversaire.

GÉRALD GAILLARD-STARZMANN

A contrario, en Guinée-Bissau, j'ai été frappé par le respect avec lequel les gens parlaient de leurs adversaires quand ils évoquaient la guerre de libération. Et c'est je crois intéressant d'essayer d'analyser pourquoi, selon les conflits, on a de telles différences dans la perception de l'ennemi. Peut-être qu'en Guinée-Bissau c'était une vraie guerre, pas un « projet » pour populations désocialisées, peut-être est-ce dû à la qualité politique du parti de Cabral qui a su préciser et expliquer à ses troupes les termes du conflit, peut-être y avait-il chez les insurgés un rapport à l'État qui n'était pas si éloigné structurellement de l'État colonial portugais... Tout cela fait une différence fondamentale avec une guerre où l'ennemi devient un animal à abattre.